

# En Suède, les limites de la société plurielle

QUATRE ANS APRÈS LA CRISE MIGRATOIRE 3/4 Le pays, qui a accueilli 160 000 migrants en 2015, doute de son modèle d'intégration

MALMÖ (SUÈDE) - correspondante

C'est un refrain que l'on entend de plus en plus souvent en Suède. Ceux qui s'en font l'écho prennent bien soin de marquer leurs distances avec l'extrême droite. Ils n'en restent pas moins fermes sur le constat : la Suède a beaucoup changé ces dernières années et ils ont du mal à trouver leurs repères dans un pays où désormais un cinquième de la population est né à l'étranger, contre 11 % il y a vingt ans.

Ylva pèse ses mots, de peur d'être mal comprise. « En fait, je suis épuisée. J'ai fait le choix de ne pas vivre à l'étranger, parce que j'aime le confort d'être chez moi. Mais parfois, j'ai le sentiment de ne plus savoir où je me trouve. » Psychologue, cette cinquantenaire habite un village du sud de la Suède et travaille à Malmö. « Dans le bus, je suis souvent la seule Suédoise. Les gens parlent dans différentes langues. Ils ne sont pas agressifs. Mais je ne les comprends pas et cela me gêne. »

D'autres s'inquiètent de voir la Suède renoncer à ses valeurs – l'égalité des sexes, par exemple – au nom du respect de la diversité culturelle et de la liberté de religion. De ne pas faire preuve de suffisamment de fermeté à l'égard des nouveaux arrivants, majoritairement de confession musulmane.

**« OBLIGATION MORALE »**  
« Le débat bouillonnait depuis longtemps. 2015 l'a fait apparaître au grand jour », observe Anders Hellström, chercheur à l'Institut d'études des migrations à l'université de Malmö. Cette année-là, le pays de 10 millions d'habitants enregistre 160 000 demandes d'asile, un record en Europe proportionnellement à sa population. Les cinq années précédentes, 140 000 réfugiés et leurs familles ont déjà obtenu un titre de séjour.

A l'époque, le consensus règne. A l'exception de l'extrême droite et de quelques personnalités isolées, les partis défendent une politique tolérante de l'asile. Interrogé



A Ronneby (Suède), en septembre 2018. LOULOU D'AKI POUR « LE MONDE »

en octobre 2015, le ministre social-démocrate de la justice, Morgan Johansson, affirmait ainsi que la Suède avait « une obligation morale » d'accueillir les réfugiés, qui représentaient « une ressource » pour un pays vieillissant.

« Si vous osiez dire autre chose, ou tempérer le discours, en évoquant les défis posés par les différences de culture, vous étiez immédiatement taxé de racisme et accusé de faire le jeu de l'extrême droite », raconte Bi Puranen, chercheuse à l'Institut d'études prospectives à Stockholm. Depuis les années 1960, le pays est une terre d'exil pour ceux qui fuient la guerre ou la dictature. « C'est devenu un élément de notre identité nationale », explique le sociologue Lars Trägårdh.

La rupture a eu lieu le 24 novembre 2015. Lors d'une conférence de presse, marquée par les

**« POUR DEVENIR SUÉDOIS, IL SUFFIT D'ACCEPTER LE CONTRAT SOCIAL, FONDÉ SUR L'INDIVIDUALISME ET LA RÉCIPROCITÉ »**

LARS TRÄGÅRDH  
sociologue

sanglots de la porte-parole des Verts, Asa Romson, le premier ministre, Stefan Löfven, annonce la fermeture des frontières et le durcissement des conditions d'accueil. Quelques jours plus tôt, des demandeurs d'asile ont dû dormir à même le sol, dans des gymnases. L'image a choqué en Suède. « A partir de ce moment-là, un changement de discours s'est produit », analyse Anders Hellström.

« Quand les principaux partis ont dit que la Suède n'avait plus les moyens d'avoir une politique généreuse de l'asile », c'est un peu comme si un verrou avait sauté.

Maria, ingénieure dans le sud du pays, confie son soulagement à l'époque. Pour elle, la Suède avait « perdu la tête » et s'était laissé emporter « par son désir de bien faire ». Une statistique, notamment, lui donne le tournis : le ratio par sexe qui était de 105 garçons pour 100 filles de 16 à 17 ans avant 2015, est passé à 113 garçons pour 100 filles, avec l'arrivée de 35 000 mineurs isolés. Et même si elle comprend que ces jeunes, souvent des Afghans, de l'âge de sa fille, aient pu rêver d'un avenir meilleur, elle ne peut s'empêcher de penser que la Suède a été « naïve ».

En 2016, le « baromètre de la diversité », une étude sur la tolé-

rance à l'égard des étrangers, menée depuis 2005, illustre le changement. Si 74 % des Suédois qui travaillent ou étudient avec des étrangers continuent d'être positifs, le baromètre montre un rejet de la diversité culturelle, avec des statistiques que la sociologue Fereshteh Ahmadi, auteure de l'étude, juge « inquiétantes ».

**« ÉTAT-PROVIDENCE »**

Ainsi, 40 % des personnes interrogées estiment que les nouveaux arrivants ne devraient pas disposer des mêmes droits sociaux que les Suédois et moins de la moitié pensent qu'ils devraient pouvoir conserver leurs traditions religieuses. Un cinquième affirme que la diversité nuit à la culture suédoise et trois sur dix envisagent de déménager si des personnes originaires du Proche-Orient s'installent à côté de chez eux.

Lars Trägårdh n'est pas étonné : « Les Suédois aiment la diversité, mais de façon abstraite, à condition que cela ne porte pas atteinte à nos valeurs. Sauf que pendant longtemps, on ne l'a pas dit clairement. On pensait que les gens qui arrivaient s'adapteraient. Pour devenir suédois, il n'est pas nécessaire d'avoir des cheveux blonds et des yeux bleus ou d'être né en Suède, il suffit d'accepter le contrat social, fondé sur l'individualisme et la réciprocité. Chacun participe, travaille, paie des impôts et peut compter sur l'Etat-providence. »

Lars Trägårdh critique les politiques qui, « trop attachés à faire la preuve de leur bonté » en se démarquant de l'extrême droite, n'ont pas admis « la difficulté d'intégrer autant de gens arrivés aussi vite avec des cultures aussi éloignées », au risque de laisser se développer « la ségrégation et des sociétés parallèles ».

L'intégration culturelle fonctionne pourtant plutôt bien, objecte Bi Puranen, qui vient de signer une étude réalisée auprès de 6 500 réfugiés arrivés depuis 2015. « L'acquisition des normes et valeurs est allée plus vite que ce qu'on imaginait, grâce aux programmes d'intégration qui ont boosté les compétences déjà acquises au contact de la société. » Un domaine reste à la traîne : l'émancipation au sein de la famille. Le sujet était rarement évoqué avant 2015, si ce n'est par l'extrême droite, pour justifier sa politique migratoire ultra-restrictive. La lutte contre la « culture de l'honneur » est désormais inscrite dans le programme de tous les partis.

« Et pourtant quand je dis qu'une mineure ne devrait pas porter le voile, je me fais traiter de raciste et d'islamophobe », se désespère la social-démocrate Maria Hind Alias, qui vient de créer une association pour l'égalité, contre la violence liée à l'honneur et la violence extrémiste. Elle en est convaincue pourtant : « C'est seulement si on défend nos valeurs que l'intégration réussira. »

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

Prochain épisode La fatigue des îles grecques

## La communauté LGBT, bouc émissaire des ultraconservateurs polonais

Le parti Droit et justice, au pouvoir, a choisi de focaliser la campagne des élections européennes sur la défense de la « famille traditionnelle »

VARSOVIE - correspondance

La campagne des élections européennes en Pologne prend la forme d'une guerre des valeurs. L'homme fort du pays et chef du parti ultraconservateur au pouvoir (parti Droit et justice, le PiS), Jaroslaw Kaczynski, a décidé de focaliser la campagne sur la défense de la « famille traditionnelle ». Face à une opposition plus progressiste, il a désigné ouvertement la communauté LGBT (lesbienne, gay, bi, trans) comme ennemie d'une Pologne qui constitue le véritable « cœur de l'Europe ». Pour la première fois dans cette campagne, le pouvoir n'a pas hésité à utiliser des outils représen-

clandestinement placardé, quelques jours plus tôt, plusieurs affiches représentant la Madone noire de Czestochowa – une icône hautement vénérée par les chrétiens catholiques et orthodoxes –, auréolée d'un arc-en-ciel, symbole de la communauté LGBT.

En Pologne, « l'offense aux convictions religieuses » tombe sous le coup d'un article du code pénal, pour lequel une personne peut encourir jusqu'à deux ans de prison ferme. Ce paragraphe n'a jamais été appliqué à la lettre, mais il alimente constamment de virulents débats autour de la liberté d'expression. « J'ai été traité comme la pire des criminelles », s'est indignée Elzbieta Podlesna.

née durant cinq heures. Ses empreintes digitales et des échantillons de salive ont été prélevés. Grâce à l'intervention de son avocat, elle échappera à une garde à vue de vingt-quatre heures.

**Caractère disproportionné**

Mercredi, le caractère disproportionné de cette interpellation a été dénoncé par plusieurs ONG de défense des droits de l'homme. Le médiateur de la République et défenseur des droits civiques, Adam Bodnar, a officiellement interpellé le ministère de l'intérieur : « Qui a ordonné cette interpellation et sur quelles bases ? Est-ce que la police avait des raisons de croire que Mme Podlesna ne répondrait pas à

**APRÈS LA DIFFUSION D'UNE AFFICHE LITIGIEUSE DE LA MADONE DE CZESTOCHOWA, UNE MILITANTE A ÉTÉ INTERPELLÉE PAR LA POLICE**

de cette « profanation ». « La police s'occupera de cette affaire, avait signalé sur les réseaux sociaux le ministre de l'intérieur, Joachim Brudzinski, il ne peut y avoir d'accord pour ce genre de démonstra-

Kaczynski propose de nouveaux boucs émissaires pour la campagne des élections européennes. La signature, fin février, par le maire de Varsovie, Rafal Trzaskowski, d'une « charte LGBT+ » en faveur des droits des homosexuels, a donné un prétexte au PiS pour faire du sujet son principal cheval de bataille.

**« Signe de consentement »**

« Nous avons à faire à une attaque frontale sur la famille, sur nos enfants, déclarait le 24 avril M. Kaczynski. C'est ce que veut le mouvement LGBT. Tout ceci, avec l'idéologie du genre, est une certaine philosophie qui est née en Europe de l'Ouest. Tout ceci est importé en Po-

l'âge de 4 ans » circulent dans les médias progouvernementaux.

« Cette homophobie martelée au plus haut niveau de l'Etat est un signe de consentement et d'approbation, qui a pour conséquence la hausse des paroles et des actes homophobes dans toute la société », explique Miroslawa Makuchowska, de l'association Campagne contre l'homophobie. « Mais les études indiquent que les Polonais sont de plus en plus tolérants, et cette stratégie politique pourrait ne pas se révéler payante. »

Mais l'affiche litigieuse de la Madone de Czestochowa n'a pas fini de faire débat. « Il est difficile de comprendre ce qu'il peut y avoir d'offensant dans un arc-en-ciel,